



PRESTATIONS DE VOYAGES SCOLAIRES AU PROFIT DU LYCEE RENE CASSIN DE BAYONNE

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Marché passé en Procédure Adaptée en application des articles L2113-10 et L2123-1 et 2132-2 du Code de la commande publique

Date et heure limites de réception des offres : **11 septembre 2025 à 12h00**

Référence : VOYAGESCASSIN25

Table des matières

Article 1 : Représentant du Pouvoir adjudicateur.....	3
Article 2 : Objet du marché	3
Article 3 : Type de procédure	3
Article 4 : Information des candidats	3
Article 5 :Contenu de la réponse.....	4
Article 6 : Délai de validité des offres.....	5
Article 7 : Conditions de transmission des candidatures et des offres	5
Article 8 : Critères d’attribution et analyse des offres :	7
Article 9 : Signature électronique.....	9
Article 10 : Attribution du marché	9
Article 11 : Renseignements complémentaires	10

Article 1 Représentant du pouvoir adjudicateur

Représentant du Pouvoir adjudicateur : M. le proviseur du Lycée René Cassin.

Comptable assignataire des dépenses relatives au marché : Agent comptable du lycée René Cassin, 2 rue Lassegutte, 64 100 Bayonne.

Courriel : secgestion.0640010n@ac-bordeaux.fr

Profil d'acheteur : <https://mapa.aji-france.com>

Article 2 Objet du marché

La consultation porte sur l'organisation des voyages scolaires au profit du lycée René Cassin de Bayonne.

Décompositions en lots :

Le marché est décomposé en 4 lots :

Lot n°1 : voyage dans le Kent (Angleterre) ;

Lot n°2 : voyage à Vulcania ;

Lot n°3 : voyage à Chypre ;

Lot n°4 : voyage en Sicile.

A noter :

- Le lot 1 fait l'objet d'une variante à réponse obligatoire portant sur une autre date de voyage.
- Le lot 1 fait l'objet d'une prestation supplémentaire éventuelle (option à réponse non-obligatoire) portant sur les repas trajets Bayonne / Maidstone (aller) et Londres Bayonne (retour) ;
- Le lot 2 fait l'objet d'une prestation supplémentaire éventuelle (option à réponse non-obligatoire) portant sur les repas trajets Bayonne / Vulcania (aller) et Vulcania Bayonne (retour) ;
- Le lot 3 fait l'objet d'une prestation supplémentaire éventuelle (option à réponse non-obligatoire) portant sur l'hébergement sur Nicosie la nuit du mardi 18 au mercredi 19 février.

Article 3 : Type de procédure

Le marché est passé en procédure adaptée en vertu de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

Article 4 : Information des candidats

4.1 Dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises est constitué des éléments suivants :

☐ le présent Règlement de la Consultation (RC) ;

☐ l'Acte d'engagement (AE) et ses annexes (annexe 1 bordereau des prix, annexe 2 cadre de réponse) ;

☐ l'annexe financière à l'acte d'engagement (annexe 1 bordereau des prix) ;

- ❑ le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- ❑ le descriptif technique du candidat (annexe 2 cadre de réponse et documents techniques fournis par le candidat).

Le dossier de consultation des entreprises est entièrement téléchargeable sur le profil d'acheteur <https://mapa.aji-france.com>

Seuls les candidats dûment identifiés lors du téléchargement du dossier seront alertés des modifications.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement fixée ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par l'acheteur. Les candidats identifiés sont informés du report de la date limite de remise des plis.

4.2 Modification du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Pendant la phase de consultation, les candidats peuvent faire parvenir leurs questions et les demandes de renseignements complémentaires sur le profil d'acheteur <https://mapa.aji-france.com>

Les questions et les demandes de renseignements complémentaires doivent être communiquées au plus tard le 6ème jour avant la date limite de remise des offres et les réponses seront communiquées dans les délais mentionnés ci-après.

L'acheteur peut apporter des modifications de détail ou des renseignements complémentaires aux documents de la consultation au plus tard 4 jours avant la date limite de remise des offres.

Article 5 : Contenu de la réponse

La réponse est composée d'informations sur la candidature et l'offre du candidat, analysées séparément.

La réponse électronique est obligatoire.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernières minutes » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de cette plateforme.

Les réponses électroniques reçues après la date et l'heure limites fixées pour le présent règlement ne seront pas examinées.

En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis. Celui-ci devra donc comporter toutes les pièces exigées dans le présent règlement de la consultation.

La signature des documents est possible dès le dépôt de la réponse mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer.

Lors du dépôt de la candidature et/ou de l'offre, il est vivement recommandé de ne pas télécharger les pièces depuis un réseau informatique ou une clé USB. Il est préférable de copier les pièces sur le bureau ou le disque dur (c:/ ou d:/) de l'ordinateur et de les télécharger sur le profil d'acheteur depuis cet emplacement.

Enfin, il est vivement recommandé de ne pas nommer les documents avec des intitulés trop longs afin de faciliter le téléchargement, le stockage et l'enregistrement des pièces.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de l'offre doivent être rédigés en langue française. Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère

seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les éléments financiers seront exprimés en euros.

5.1 Présentation de la candidature

Le candidat peut présenter sa candidature de manière simplifiée avec le DUME (CF. 5.1.1 supra). Il complète alors le formulaire DUME et ajoute toutes les pièces relatives à l'aptitude professionnelle, capacité économique et financière et capacités techniques et professionnelles pour lesquelles le logo DUME n'apparaît pas.

Par ailleurs, le candidat est dispensé de transmettre les documents de la candidature demandés s'ils sont contenus dans un espace de stockage numérique gratuit : il doit alors fournir les informations nécessaires à la consultation de cet espace de stockage.

Ces documents peuvent notamment être mis à disposition sur votre compte entreprise du profil d'acheteur (<https://mapa.aji-france.com>) dans un coffre-fort électronique gratuit.

S'ils ont déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables, indiquer la référence de cette consultation.

5.2 Contenu des offres

Pour chaque lot, le dossier de réponse devra comporter :

- L'acte d'engagement (ATTRI) du lot complété (et signé le cas échéant) par le candidat ;
- L'annexe financière 1 à l'AE (décomposition du prix global et forfaitaire), complétée et signée par le candidat ;
- L'annexe 2 à l'AE : cadre de réponse du candidat.

Article 6 : Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 7 : Conditions de transmission des candidatures et des offres

7 -1 : Nature des communications et des échanges d'informations

En application de l'article L.2132-2 du Code de la commande publique, les communications et les échanges d'informations effectués dans le cadre de la procédure de passation d'un marché sont réalisés par voie électronique.

7-2 : Conditions de transmission des candidatures et des offres

Les candidatures et les offres seront transmises uniquement sur le profil acheteur suivant :

<https://mapa.aji-france.com> Référence : VOYAGESCASSIN25

Les formats de fichiers acceptés par le pouvoir adjudicateur sont les suivants : « .doc », « .xls », « .pdf », « .odt » et « .zip ».

Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les candidats ne doivent pas utiliser, ni les exécutables (notamment les « exe »), ni les « macros ».

La taille maximum des fichiers est de 500 Mo.

Les candidats devront répondre de manière séparée pour chaque lot.

Le nommage des fichiers attendus sera le suivant :

Pour le fichier contenant la candidature : nom de l'entreprise _ Cand. _ Lot n°.

Pour le fichier contenant l'offre : nom de l'entreprise _ Offre _ Lot n°.

Au sein de chaque fichier, les documents devront clairement être identifiés :

Exemple : fichier « candidature » : DC1, DC2...

Les candidats transmettent leurs candidatures et leurs offres en une seule fois. Si plusieurs candidatures ou offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière candidature ou offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des candidatures et des offres.

Le profil acheteur garantit la confidentialité des candidatures et des offres jusqu'à l'expiration du délai prévu pour leur présentation. Chaque dépôt de plis par les candidats s'accompagne d'un accusé de réception garantissant notamment l'horodatage des plis (date et heure de réception).

7-3 : Date et heure limite de réception des candidatures et des offres

Date et heure limite de réception des candidatures et des offres : 11 septembre 2025, à 12h00.

Les plis reçus après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenus.

7-4 : Dispositifs d'assistance pour les candidats

Les candidats doivent avoir procédé à la vérification préalable des prérequis techniques du profil acheteur.

Un guide utilisateur est téléchargeable sur le site <https://mapa.aji-france.com>

. Le site permet également aux candidats de disposer d'un service d'assistance en ligne, d'un service de support téléphonique, de disposer d'outils informatiques...

7-5 : Programme informatique malveillant ou virus

Lorsqu'un programme informatique malveillant ou virus est identifié, éventuellement avant même l'ouverture de l'offre, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de poursuivre son examen ou de réparer l'offre.

7-6 : Copie de sauvegarde

En application de l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, les candidats qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser au pouvoir adjudicateur, sur support papier ou support physique électronique (clé USB, DVD-Rom, CD-Rom) une copie de sauvegarde de ces documents. La transmission de la copie de sauvegarde par voie électronique n'est pas autorisée.

Cette copie de sauvegarde doit être adressée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres.

Elle sera ouverte dans les cas suivants :

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de la malveillance est conservée.

Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la date de clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque la copie de sauvegarde est ouverte, elle est conservée conformément aux articles R.2184-12, R.2184-13 et R.2384-5 du Code de la commande publique.

La copie de sauvegarde sera détruite si elle n'est pas ouverte ou a été écartée pour le motif prévu au III de l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde. 8

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera transmis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

Service Intendance lycée René Cassin, 2 rue Lassegutte, 64 100 Bayonne.

Nom du marché : / Lot n° :

Nom du candidat :

NE PAS OUVRIR – COPIE DE SAUVEGARDE (*mention obligatoire*)

Article 8 : Critères d'attribution et analyse des offres

Le marché sera attribué à l'offre économiquement la plus avantageuse. Celle-ci sera appréciée en fonction des critères d'attribution suivants :

- Prix : 60 points/100 (Pour chaque candidat, l'analyse de l'offre sera basée sur l'annexe 1 « bordereau des prix »).

Méthode appliquée : $\text{Note} = (\text{prix le plus bas} / \text{prix du candidat}) \times \text{nombre de points}$;

- Qualité des prestations : 30 points/100. Pour chaque candidat, l'analyse de l'offre sera basée sur l'annexe 2 : « cadre de réponse » et sur l'étude du mémoire technique explicitant ou précisant celle-ci, notamment le descriptif détaillé de l'organisation du séjour et les informations relatives au(x) lieu(x) d'hébergement permettant d'en apprécier l'implantation géographique, la structure, les éléments de confort pour les participants comme l'état des chambres et des lieux de vie (salles de bain, isolation phonique des chambres, état de la literie, propreté générale...) , la variété et la qualité de la restauration proposée (petits-déjeuners, déjeuner, dîner et repas froids à emporter). Cette liste n'est pas exhaustive et le candidat peut indiquer dans son offre tout élément permettant d'apprécier la qualité des services proposés.

Méthode appliquée :

Jugement	Explication de la note	Note obtenue
Excellentes prestations	Excellente organisation générale. Les sites d'hébergements sont dotés de nombreux équipements de confort. La restauration proposée est variée et de qualité. Les services proposés sont excellents.	30
Prestations de très bonne qualité	Très bonne organisation générale. Les sites d'hébergements sont dotés de plusieurs équipements de confort. La restauration	26

	proposée est assez variée et de bonne qualité. Les services proposés sont très convenables.	
Prestations satisfaisantes	Bonne organisation générale. Les sites d'hébergements sont dotés d'équipements de confort. La restauration proposée est relativement variée et de qualité. Les services proposés sont bons.	18
Prestations assez satisfaisantes	L'organisation générale répond au besoin. Présence d'équipements de confort dans les sites d'hébergement. La restauration proposée est peu variée et de moindre qualité. Les services proposés sont assez bons mais présentent des lacunes.	12
Prestations de faible qualité	L'organisation générale répond au besoin. Peu ou pas d'équipements de confort dans les sites d'hébergement. La restauration proposée est très peu variée et de faible qualité. Les services proposés présentent des lacunes.	6
Prestations de très faible qualité	L'organisation générale répond au besoin. Aucun équipement de confort dans les sites d'hébergement. La restauration proposée est très peu variée et de très faible qualité. Les services proposés présentent de nombreuses lacunes.	2

- Qualité des transports la flotte de véhicules et des équipements proposés : 10 points/100. Pour chaque candidat, l'analyse de l'offre sera basée sur l'annexe 2 : « cadre de réponse » et sur l'étude du mémoire technique explicitant ou précisant celle-ci, notamment le détail de l'organisation du ou des transport(s) et les informations permettant d'en apprécier la fiabilité, les garanties de sécurité pour les participants et leur confort à bord.

Méthode appliquée :

Jugement	Explication de la note	Note obtenue
Transports d'excellente qualité	Excellente organisation générale. Les transports sont très fiables, très sûrs dotés de nombreux équipements de confort.	10
Transports de très bonne qualité	Très bonne organisation générale. Les transports sont très fiables, très sûrs et dotés de plusieurs équipements de confort.	8
Transports satisfaisants	Bonne organisation générale. Les transports sont fiables, sûrs et disposent de quelques équipements de confort.	6

Transports assez satisfaisants	L'organisation générale répond au besoin. Les transports sont assez fiables, sûrs mais ne disposent pas ou très peu d'équipements de confort.	4
Transports de faible qualité	L'organisation générale du transport répond au besoin mais présente quelques lacunes. Les transports sont assez fiables, sûrs mais ne disposent pas d'équipements de confort.	2
Transports de très faible qualité	L'organisation générale du transport répond au besoin mais présente de nombreuses lacunes. Les transports sont relativement fiables, sûrs mais ne disposent d'aucun équipement de confort.	1

Classement des variantes :

Les offres de base et les variantes, qu'elles soient obligatoires ou autorisées, sont jugées en une seule fois sur les bases des mêmes critères et selon les mêmes modalités.

Article 9 : Signature électronique

Le pouvoir adjudicateur laisse la possibilité à l'attributaire de signer le marché via une signature électronique ou de le signer manuscritement.

En cas de signature électronique, celle-ci se fait conformément aux conditions fixées par l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique. Le certificat de signature électronique doit être conforme au règlement n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE. Les formats de signature sont XAdES, CAAdES ou PAdES.

La liste des prestataires de services de confiance qualifiés est disponible sur le site de l'ANSSI : <https://cyber.gouv.fr>.

Si les candidats utilisent un autre outil de signature que celui du profil acheteur, ils devront transmettre le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. Le mode d'emploi est mis gratuitement à disposition lors du dépôt du document signé.

Article 10 : attribution du marché

10-1 : Vérification de la situation de l'attributaire

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire, dans un délai de 7 jour calendaire, à compter de la date de réception de la demande du pouvoir adjudicateur, les documents justificatifs et autres moyens de preuve de l'absence de motifs d'exclusion :

L'acheteur accepte, comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L. 2141-1 et aux 1° et 3° de l'article L. 2141-4 du Code de la commande publique, une déclaration sur l'honneur.

L'acheteur accepte comme preuve suffisante attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-2 du Code de la commande publique, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisation sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique). Le candidat établi à l'étranger produit un certificat établi par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement.

Le candidat produit, le cas échéant, les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail.

Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3 du Code de la commande publique, le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion.

Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés. Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du Code de la commande publique ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les motifs d'exclusion de la procédure de passation, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si certaines pièces figurent déjà dans le dossier de candidature, le pouvoir adjudicateur ne demandera que les documents manquants.

Les documents établis par des organismes étrangers devront être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction.

A défaut de produire les pièces dans le délai imparti, l'offre du candidat sera rejetée. Le candidat classé suivant sera alors sollicité pour produire les attestations nécessaires pour lui attribuer le marché.

10-2 : Documents signés à produire

Seul l'attributaire (personne en capacité d'engager l'opérateur économique) est tenu de signer les documents du marché. Il sera demandé au candidat retenu de fournir sur le profil acheteur, via la messagerie sécurisée, l'acte d'engagement et son annexe « Bordereau des prix unitaires » revêtus d'une signature. Un pouvoir de signature, daté, signé et revêtu du cachet de l'entreprise, sera demandé si le signataire n'est pas le Président ou le Directeur de l'entreprise.

10-3 : Notification du marché

Après signature de l'acte d'engagement par le pouvoir adjudicateur, le marché est notifié au titulaire. Conformément aux articles R.2182-4 et R.2182-5 du code de la commande publique, la notification consiste en la remise, sur le profil acheteur et via la messagerie sécurisée, d'un exemplaire signé de l'acte d'engagement.

Article 11 : Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation qui leur seraient nécessaires pour soumissionner au marché, les candidats pourront adresser leurs demandes sur le profil acheteur : <https://mapa.aji-france.com>

Les renseignements complémentaires seront envoyés aux candidats six jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande en temps utile.